

Eleveurs laitiers organisés en OP, entendre enfin ceux qui vivent la crise

À l'attention de Madame la Ministre de l'Agriculture, des parlementaires, de la MSA, des Préfets, des établissements bancaires et de l'ensemble des acteurs de la filière laitière

Nous vous adressons cette lettre parce que l'élevage laitier français est aujourd'hui à un point de rupture.

La succession des canicules, une sécheresse durable, l'envolée des charges et un prix du lait qui ne couvre toujours pas les coûts de production mettent en péril nos exploitations. Ce ne sont plus seulement des fermes qui vacillent : ce sont aussi des familles, des territoires et une partie de notre souveraineté alimentaire.

Une crise climatique devenue économique

Les prairies sont brûlées, les stocks de fourrages diminuent rapidement, les récoltes de maïs sont compromises et, lorsqu'une irrigation est possible, son coût la rend souvent inaccessible.

La chaleur entraîne une baisse de la production laitière, davantage de problèmes sanitaires, une altération de la qualité du lait et une dégradation du bien-être animal. Les pertes économiques s'accumulent alors que nos trésoreries sont déjà exsangues.

Une détresse humaine qui s'aggrave

Derrière ces chiffres se trouvent des femmes et des hommes épuisés, isolés et inquiets.

Le moral des éleveurs est au plus bas. Les témoignages de détresse psychologique se multiplient. Certains évoquent même le pire.

Nous demandons à la MSA de renforcer immédiatement ses dispositifs d'écoute et d'accompagnement et surtout d'aller au-devant des exploitants les plus isolés.

La MSA ne peut pas attendre une rentrée qui s'annonce explosive avant de réagir.

Un modèle économique à bout de souffle

Le prix du lait demeure largement insuffisant pour couvrir les coûts réels de production.

Concernant Lactalis, OPLGO souhaite étudier et mettre en œuvre une réduction collective des volumes livrés lorsque celle-ci permet d'obtenir une meilleure rémunération. Les producteurs ne doivent plus subir seuls les aléas de la filière.

Nous alertons sur le développement de la méthanisation qui ne doit pas provoquer une concurrence sur les fourrages par une surenchère, pas plus que devenir un substitut à une juste rémunération du lait. Cela doit rester un complément de revenu.

Nous regrettons que la récente loi d'urgence agricole ne réponde ni aux difficultés immédiates des exploitations, ni aux défis des prochaines années.

Une bombe à retardement économique et financière

Les signaux sont désormais partout :

- des exploitations sans repreneurs ;
- une décapitalisation accélérée des troupeaux ;
- la raréfaction des coproduits destinés à l'alimentation animale ;
- l'impossibilité d'investir pour constituer des stocks de sécurité ;
- des trésoreries proches de la rupture.

Les établissements bancaires doivent se mobiliser dès maintenant afin de mettre en place des reports d'échéances, des rééchelonnements et des prêts de trésorerie garantis par l'État avant que les difficultés ne deviennent irréversibles, c'est de leur responsabilité.

Nos demandes face à l'urgence :

- une revalorisation immédiate et significative du prix du lait, afin qu'il couvre enfin les coûts réels de production (les acheteurs à bas prix se reconnaîtront) ;
- un véritable plan d'urgence climatique comprenant un soutien financier exceptionnel, des aides à l'investissement et au financement des achats de fourrages ;
- un renforcement immédiat des moyens de la MSA pour prévenir les situations de détresse psychologique ;
- une vigilance accrue sur la concurrence de la méthanisation sur les fourrages
- une mobilisation des établissements bancaires pour éviter une vague de défaillances d'exploitations.

Chaque semaine qui passe fragilise un peu plus l'élevage laitier français.

Lorsque des fermes laitières disparaissent, c'est définitif ; et ce sont des emplois, des savoir-faire, une production alimentaire et une partie de la vie de nos territoires qui s'éteignent.

Nous ne demandons pas des privilèges. Nous voulons simplement pouvoir vivre dignement de notre travail, continuer à nourrir les Français et transmettre des exploitations viables aux générations futures.

La pérennité de la filière ne peut plus reposer uniquement sur les efforts des éleveurs. Les transformateurs, les distributeurs et l'ensemble des acteurs économiques y compris les consommateurs, doivent assumer leur part de responsabilité. Continuer à exercer une pression permanente sur les prix et les coûts de production, alors que les exploitations disparaissent les unes après les autres, revient à fragiliser le socle même de la filière.

Nous appelons l'ensemble des décideurs à prendre la mesure de l'urgence et à écouter enfin les propositions des Organisations de Producteurs de Lait, celles qui, en tant qu'actrices économiques de la filière, travaillent à des systèmes plus résilients.

Demain, il sera peut-être trop tard.

Les chiffres sont sans appel : **plus de 7 000 exploitations laitières ont disparu en France entre 2020 et 2024**. Si rien ne change, **près de 4 000 exploitations supplémentaires pourraient disparaître d'ici 2030**, principalement sous l'effet des départs à la retraite et de l'absence de repreneurs. À cela s'ajoutent les cessations d'activité liées aux difficultés économiques, aux aléas climatiques, à la surcharge de travail et à la détresse psychologique qui fragilisent une partie croissante de la profession.

OPLGO (Organisation de Producteurs de Lait Grand Ouest) est une OP indépendante de tout engagement politique ou syndical. Elle rassemble plus de 900 producteurs de lait dans le grand ouest livrant à Lactalis, soit près de 700 millions de litres de lait contractualisés. Son objet est de représenter les intérêts économiques des producteurs qui lui ont confié ce mandat, en favorisant un renforcement de leur capacité de négociation dans le cadre de la première mise en marché du lait. OPLGO défend une organisation de la filière reposant sur des relations commerciales plus équilibrées, notamment en s'affranchissant du modèle fondé sur un acheteur unique par OP, une position portée de longue date.

Contact : contact@oplgo.fr

Frédéric Epineau, président 06.26.79.35.31

Christine Meignan-Lairy directrice 06.87.24.18.24